

# Élections législatives au Royaume-Uni

## 6 mai 2010

**ANALYSE**

un mois avant  
le scrutin

Le 6 avril, le Premier ministre, Gordon Brown (Parti travailliste, Labour) a officiellement annoncé la date des prochaines élections législatives au Royaume-Uni. « La Reine a accepté de dissoudre le Parlement et des élections législatives auront lieu le 6 mai » a déclaré le Chef du gouvernement après avoir rencontré, comme chaque mardi, Elizabeth II au Palais de Buckingham.

Ce sera la première bataille électorale es-qualité pour les leaders des 3 principaux partis politiques: David Cameron, qui dirige le Parti conservateur (Conservative) depuis décembre 2005, Gordon Brown, qui a succédé à Tony Blair à la tête du Labour le 24 juin 2007 (et le 27 juin comme Chef du gouvernement) et Nick Clegg, qui a été élu à la tête des Libéraux-démocrates (Lib-Dem) en décembre 2007. Le dernier scrutin à avoir vu s'opposer trois nouveaux leaders est celui de 1979, que Margaret Thatcher avait emporté devant James Callaghan (Labour) et David Steel (Lib-Dem). Cette élection, quels qu'en soient les résultats, va donc se traduire par un profond renouvellement de la classe politique.

À un mois du scrutin, l'écart s'est considérablement réduit entre les Travaillistes et les Conservateurs. Ces derniers ont longtemps été donnés gagnants (avec 20 points d'avance) par toutes les enquêtes d'opinion depuis l'automne 2007. Une victoire travailliste, jugée vraiment improbable il y a quelques semaines, ne paraît désormais plus complètement impossible.

### Un pays en plein désarroi

Le Royaume-Uni a beaucoup souffert de la crise économique. Après 6 trimestres de contraction du PIB, le pays n'est sorti de la récession qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 (0,1% de croissance du PIB contre 0,4% prévus), soit après les États-Unis, la France et l'Allemagne. Sur l'ensemble de l'année 2009, le Royaume-Uni a vu son PIB se contracter de 4,8%, soit la plus forte baisse jamais enregistrée depuis 1949 par l'Office des statistiques nationales (ONS). Le taux de chômage s'établit à 7,7% de la population active. Il pourrait dépasser 10% d'ici quelques mois. Le déficit budgétaire a atteint 178 milliards € (193 milliards €) fin mars, soit 12,6% du PIB et la dette publique s'élève à 80% du PIB. Autre fait marquant : de septembre à novembre 2009, les salaires du secteur privé ont stagné, une première depuis 2001.

Au total, l'État britannique a engagé 850 milliards € dans le sauvetage de la City de Londres à partir de

l'automne 2008, moment où la crise économique internationale a éclaté. Des mesures sociales ont été mises en place par le gouvernement, certaines sont encore à venir. Les analystes les plus optimistes avaient parié sur les effets positifs de la dépréciation de la livre qui devaient permettre de doper les exportations comme sur le renflouement public du secteur financier et de la forte baisse des taux d'intérêt. La faible croissance enregistrée au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 est mise en péril par la hausse des prix du pétrole et du gaz (dont le Royaume-Uni est désormais importateur), la remontée de la TVA et enfin la reconstitution de l'épargne.

Depuis janvier dernier, les salaires des ministres et des secrétaires d'État sont gelés tout comme, depuis début avril, ceux des 120 000 plus hauts fonctionnaires du royaume, des médecins généralistes, des juges, des dentistes et des cadres généraux du

National Health Service (NHS), le Service national de la santé. Ces mesures devraient permettre de réaliser 3 milliards € d'économies d'ici 2014. Le 1<sup>er</sup> avril 2010, le taux supérieur de l'impôt sur le revenu a été porté à 50% (+ 10 points) pour toute personne gagnant plus de 150 000 € (165 000 €). Les bonus des banquiers font, depuis avril, l'objet d'une surtaxe de 50% sur toute prime supérieure à 25 000 €. Les bénéficiaires de cette mesure, à laquelle les Conservateurs ne se sont pas opposés (ils privilégient la suppression des reports déficitaires pour les banques qui exonèrent d'impôt durant une certaine période les établissements ayant essuyé de lourdes pertes en 2009), devraient s'élever à 550 millions €. Le taux de TVA, baissé à 15% au 1<sup>er</sup> décembre 2008, est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, de 17,5%. A partir de l'an prochain, dans le cadre de l'assainissement des finances publiques, les cotisations sociales devraient augmenter de 1%. Les 6 millions de fonctionnaires verront leurs hausses de salaires limitées à 1% sur 2 ans et leurs cotisations de retraite augmenter.

Le Royaume-Uni a été affecté par un scandale financier qui a ébranlé le système politique. 392 élus ont détourné le système d'indemnisation des frais professionnels des parlementaires pour se faire rembourser - par l'argent des contribuables - leurs dépenses personnelles (allant de l'achat de matériel de jardinage à celui de logements et à la réalisation de plus values immobilières). Au total, la somme détournée s'élève à 1,12 million € (1,28 million €). Ce scandale a entraîné la démission du président de la Chambre des Communes, Michael Martin (Labour), ainsi que celle de 9 ministres. 3 députés travaillistes et un lord conservateur sont toujours poursuivis pour vol et comptabilité frauduleuse. Ils risquent une peine de 7 ans de prison ferme. Conséquence probable de ce scandale : 150 députés ont choisi - ou ont été poussés à choisir - de ne pas se représenter pour le scrutin du 6 mai 2010.

L'ancien haut-fonctionnaire, Thomas Legg, a été chargé de rédiger un rapport sur ces fraudes. A ce jour, la majorité des députés ont remboursé leurs dettes. Le Premier ministre Gordon Brown s'est ainsi acquitté de 13 000 € (14 888 €). 75 parlementaires ont refusé

de payer arguant que les sommes qui leur étaient demandées étaient trop élevées. Le traitement moyen d'un élu britannique s'élève à 65 000 €/an (73 000 €), soit plus du double du salaire moyen britannique mais une somme inférieure à la rémunération moyenne d'un avocat ou d'un médecin. La conséquence de ce scandale politico-financier est une méfiance accrue des Britanniques envers l'ensemble de leur classe politique. Plus de 8 personnes sur 10 (82%) considèrent que les hommes politiques leur mentent.

Fin mars, le Sunday Times et Channel 4 ont révélé que 3 anciens ministres travaillistes - Patricia Hewitt, Geoff Hoon et Stephen Byers - avaient accepté de plaider la cause d'entreprises privées auprès du gouvernement pour des sommes allant de 3 000 € (3 350 €) à 5 000 € (5 600 €) par jour (les députés ont été filmés en caméra cachée). Ces 3 parlementaires, qui ne se présentent pas le 6 mai prochain, n'ont pas véritablement enfreint la loi puisqu'au Royaume-Uni, les anciens membres de l'exécutif (et les parlementaires) ont le droit de se livrer à des activités de lobbying pour des sociétés privées à certaines conditions (que leurs rémunérations soient déclarées et transparentes et qu'ils n'exercent pas d'activité directement auprès des ministres). Cependant, le groupe parlementaire du Labour a suspendu les 3 anciens ministres, d'autant plus aisément peut-être que ceux-ci ont tous, à un moment ou à un autre, milité en faveur du départ de Gordon Brown. Le Premier ministre, qui tente d'apparaître comme le « Monsieur propre » de la politique depuis le scandale des notes de frais du Parlement, a toutefois refusé d'ouvrir une enquête à leur sujet.

### Le système politique britannique

Le Parlement britannique comprend deux Chambres : la Chambre des Communes et la Chambre des Lords. Les députés de la Chambre des Communes sont élus pour une durée qui ne peut excéder 5 ans. Seuls 3 gouvernements ont effectué un mandat de 5 ans : ceux issus des élections de 1964 et 1997 et celui formé à l'issue du dernier scrutin du 5 mai 2005. Dans la grande majorité des cas, les gouvernements optent pour des mandats plus courts et, sans attendre la fin de la législature, choisissent d'appeler leurs concitoyens aux urnes à la date qui leur paraît la plus favorable pour leur parti.

Pour les prochaines élections, le Royaume Uni est divisé en 650 circonscriptions. En effet, la réforme électorale votée le 31 octobre 2006 a accru de 4 le nombre de circonscriptions et donc celui des sièges au Parlement. Les circonscriptions sont revues tous les 8 à 12 ans. Le vote a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Baptisé *First past the post* (le premier qui arrive au poteau) en référence au langage des courses hippiques, ce système privilégie le candidat arrivé en tête du scrutin, que celui-ci ait recueilli 80% ou 30% des suffrages. Ainsi, lors des dernières élections du 5 mai 2005, le Parti travailliste a recueilli 35,3% des voix mais obtenu 55,20% des sièges à la Chambre des Communes. Ce système est fatal aux « petits » partis qui ne peuvent obtenir de siège qu'à la condition que leurs suffrages soient géographiquement concentrés. C'est ainsi que les partis nationalistes écossais, gallois ou irlandais parviennent à avoir quelques députés.

Toute personne âgée de 18 ans peut être candidate à l'exception des membres du clergé des églises d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande et de l'église catholique romaine, de certains hauts fonctionnaires, des soldats, des policiers de carrière, des juges et officiers judiciaires et enfin des ambassadeurs. Tout candidat doit, selon la loi électorale, confier la conduite de sa campagne à un agent électoral qu'il peut ou non choisir de rémunérer.

Actuellement, 11 partis politiques sont représentés à la Chambre des Communes:

- le Parti travailliste (Labour), fondé en 1900 et dirigé par le Premier ministre Gordon Brown. Au pouvoir depuis 1997, il compte 356 députés ;
- le Parti conservateur (Conservative), principal parti d'opposition créé au XIXe siècle et dirigé depuis décembre 2005 par David Cameron, compte 198 députés ;
- les Libéraux-démocrates (LibDem), créés en 1988 et dirigés par Nick Clegg, comptent 62 députés ;
- le Parti national écossais (SNP), dirigé par Alex Salmond, a 6 députés ;
- le Parti unioniste d'Ulster (UUP), formation protestante conservatrice irlandaise dirigée par Reg Empey, a 1 député ;
- le Parti démocratique d'Ulster (DUP), formation protestante dirigée par Peter Robinson, compte 9 députés ;

- Sinn Fein (SF), parti républicain et nationaliste irlandais dirigé par Gerry Adams, a 5 députés ;
- le Parti travailliste et social-démocrate (SDLP), formation catholique d'Irlande du Nord dirigée par Margaret Ritchie, compte 3 députés ;
- Respect-The Unity Coalition, formation positionnée à gauche sur l'échiquier politique et créée en 2004 par le journaliste du quotidien *The Guardian*, George Monbiot, et le président de la coalition *Stop the War* de Birmingham, Salma Yaqoob, compte 1 député ;
- Independent Kidderminster Hospital and Health, née pour défendre l'unité médicale de l'hôpital de Kidderminster et plus le National Health Service, dispose d'1 siège.
- enfin, un député indépendant siège à la Chambre des Communes.

À un mois des élections, la question majeure est : le scrutin du 6 mai va-t-il accoucher d'une Chambre des Communes sans réelle majorité et donc déboucher sur un *hung Parliament* (Parlement suspendu) ? Ou, pour le dire autrement, les Conservateurs, s'ils remportaient les élections, pourraient-ils être empêchés de gouverner, faute de majorité suffisante ?

Pour obtenir la majorité absolue au Parlement (326 sièges, soit 117 de plus que le nombre qu'ils possèdent actuellement), les Tories doivent recueillir 5 points de plus que leurs adversaires du Labour, le découpage électoral étant très favorable au Labour (les circonscriptions du nord de l'Angleterre, bastions travaillistes, sont moins peuplées et sont donc plus nombreuses que celles détenues par les Conservateurs). En outre, l'électorat travailliste est concentré dans certaines régions, notamment le nord, tandis que les électeurs conservateurs sont dispersés à travers le pays limitant donc les chances de leurs candidats de remporter des sièges dans des circonscriptions travaillistes.

À un mois du scrutin, le Parti travailliste semble reprendre l'ascendant dans ses fiefs du nord de l'Angleterre où l'image de David Cameron, qui prône une rigueur budgétaire renforcée, est altérée par le souvenir des coupes budgétaires effectuées par ses prédécesseurs conservateurs et notamment Margaret Thatcher. En outre, dans le sud du Royaume-Uni (Sussex, Hampshire

ou Dorset), le recul du Labour semble profiter davantage aux Libéraux-Démocrates qu'au Parti conservateur. Selon tous les analystes politiques, la véritable bataille des élections se jouera dans la Middle England, territoire auquel David Cameron consacre d'ailleurs l'essentiel de ses efforts.

Beaucoup d'observateurs craignent que le scrutin soit à l'image de celui de 1974 à l'issue duquel aucune réelle majorité ne s'était dégagée, un événement très inhabituel au Royaume-Uni où le système électoral avantage considérablement le parti arrivé en tête. « *Je pense qu'un Parlement sans majorité claire est de moins en moins à exclure sauf si les Conservateurs parviennent à dépasser 40% des voix* » souligne le professeur de science politique de l'université Hull, Simon Lee.

Ce scénario, banal dans de nombreuses démocraties européennes, s'avèrerait problématique au Royaume-Uni, pays où les partis politiques n'ont pas l'habitude de faire des compromis ou de travailler en coalition. Un tel scénario serait donc porteur d'un risque de paralysie du système. Le dernier Parlement sans majorité absolue date de février 1974 (gouvernement travailliste minoritaire). La situation avait conduit à l'organisation d'un nouveau scrutin législatif en octobre de la même année remporté par le Labour. Depuis 1978, aucun parti politique n'est parvenu à recueillir plus de 50% des suffrages.

Si les Conservateurs arrivaient en tête sans obtenir majorité absolue, ils seraient contraints de former une coalition avec les Libéraux-Démocrates. Cependant, ces derniers sont a priori beaucoup plus proches du Parti travailliste que des Tories, notamment sur les sujets comme la politique européenne, la fiscalité ou l'État providence. Les concessions que David Cameron serait amené à faire en cas de coalition avec les Libéraux-Démocrates pourraient mécontenter ses partisans.

La volatilité de l'électorat, qui s'accroît au fur et à mesure qu'approche le scrutin, est cependant un fait habituel. « *Les Conservateurs sont probablement allés trop loin lorsqu'il a fallu recourir à un discours d'austérité* » analyse le professeur de science politique de l'université du Sussex, Tim Bale. Ceux-ci ont en effet affirmé qu'ils feraient très rapidement de larges coupes dans les dépenses budgétaires s'ils arrivaient au pouvoir, avant de faire marche arrière devant les inquié-

tudes exprimées par les électeurs. En outre, le spectre d'un Parlement sans majorité absolue et dans lequel les Libéraux-Démocrates joueraient un rôle charnière pourrait au dernier moment effrayer les électeurs et les conduire à accorder in fine leurs suffrages au Parti conservateur.

### Le Parti conservateur peut-il échouer ?

« *J'ai toujours dit que ces élections allaient être serrées, qu'elles allaient être un vrai choix : travailliste ou conservateur, Gordon Brown ou moi. Et que ces élections allaient être un combat difficile pour notre parti* » répète David Cameron. Le parti d'opposition est face à une difficulté majeure : il doit adapter son programme à la crise économique. C'est pourquoi David Cameron tente de convaincre les Britanniques que si la réduction de la dette constitue sa priorité, il ne sacrifiera pas pour autant l'État providence et préservera les garanties sociales des Britanniques. « *Je pense que tout le monde dans ce pays sait que 5 années supplémentaires avec Gordon Brown seraient un désastre. Le gouvernement travailliste est enfermé dans une dangereuse danse de la mort qui tire l'ensemble de notre pays vers le bas* » a-t-il déclaré ajoutant « *Ce sont des élections que nous nous devons de gagner car notre pays est dans le désordre le plus total et qu'il est de notre devoir patriotique de le remettre en ordre et de lui offrir un avenir meilleur* ».

Le Parti conservateur, qui, en 2005, a recueilli en Angleterre davantage de suffrages que son rival travailliste, avait cependant vu une partie de ses électeurs (notamment les plus âgés) le quitter pour rejoindre les rangs des Libéraux-Démocrates (ou d'autres partis) et les 25-34 ans appartenant aux catégories socioprofessionnelles les plus aisées mais issus par exemple des minorités ethniques, se tourner vers les Travaillistes. Ce sont ces électeurs que David Cameron souhaite voir revenir vers les Tories pour que son parti, qui n'a jamais été aussi longtemps (13 ans) dans l'opposition depuis le XVIIIe siècle, retrouve le pouvoir. Pour ce faire, il a repositionné son parti sur des enjeux sur lesquels, jusqu'alors elle était relativement silencieuse, comme par exemple l'environnement, la protection de l'enfance, le soutien aux

services publics, etc. David Cameron, plus pragmatique qu'idéologue, a compris que les électeurs ne choisiront le changement que s'ils sont assurés de ne pas perdre leurs avantages avec l'arrivée des Conservateurs à la tête de l'État. Exemple notable de ce positionnement : David Cameron a promis de se battre pour « *ceux qu'on ignore, les jeunes, les vieux, les riches, les pauvres, les Noirs, les Blancs, les homosexuels et les hétérosexuels* »

Mais la question essentielle à laquelle l'opposition se doit de répondre est la suivante : comment réduire les dépenses en préservant les services publics ? Les Tories ont beaucoup varié dans leurs déclarations pour ne pas susciter de doute parmi les électeurs, par exemple en annonçant une réduction d'impôt pour les couples mariés avant de revenir sur cette promesse. Ces incertitudes ont commencé à se faire jour à l'automne 2009. Elles se sont intensifiées et polarisées sur la personnalité de George Osborne, économiste orthodoxe en charge des Finances dans le shadow cabinet (cabinet fantôme). « *George Osborne se voit reprocher son manque de connaissance des affaires et du monde de la City et sa capacité à gérer l'économie du pays est mise en doute* » analyse le président de l'institut d'opinion YouGov, Peter Kellner. David Cameron a donc demandé à Kenneth Clarke, ancien ministre des Finances (1993-1997) de John Major et ministre du Commerce dans le shadow cabinet, d'être davantage présent dans la campagne électorale.

David Cameron possède un parcours personnel typique des classes supérieures britanniques. Formé à Eton, école privée de la haute société britannique, puis à l'université d'Oxford, la meilleure du royaume avec celle de Cambridge, l'actuel leader conservateur n'a cependant pas, à l'issue de ses études universitaires, rejoint la City de Londres à l'instar de la grande majorité de ses petits camarades mais le Parti conservateur où il a démarré sa carrière comme chercheur. En 2001, il est élu député dans la circonscription de Witney près d'Oxford (trois de ses ancêtres ont été députés conservateurs, au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> et le leader conservateur est un lointain descendant du roi Guillaume IV (1830-1837)) avant d'accéder à la tête des Tories en décembre 2005. David

Cameron tente d'atténuer l'image de privilégié qui lui colle à la peau et de recentrer son parti. Il séduit d'ailleurs certains anciens électeurs de Tony Blair tout comme le patronat britannique qui a tourné le dos au Parti travailliste.

Alors que Margaret Thatcher ne connaissait que des individus, niant l'existence même d'une société britannique, David Cameron a popularisé tout au long de cette campagne électorale le terme de broken society (société en miettes). Il défend un « conservatisme compassionnel » (compassionate conservatism). Il se déclare libéral, estimant que la société doit permettre à chacun de donner le meilleur de lui-même, mais se montre également sensible au sort des plus démunis qu'il veut aider à améliorer leur quotidien. Il veut convaincre que les Tories ne sont plus le parti des privilégiés et qu'ils se soucient également des plus modestes. « *Il faut revenir à une société de responsabilité. L'objectif central de la nouvelle politique que nous souhaitons mettre en place doit être une redistribution massive, profonde et radicale des pouvoirs : de l'État vers le citoyen, du gouvernement vers le Parlement, des juges vers le peuple, de la bureaucratie vers la démocratie* » a-t-il indiqué.

Les Conservateurs ont fait de la réduction de la dette publique et des déficits le centre de leur programme économique. Cependant, ils affirment qu'ils ne renoueront pas avec la politique de coupes dans les dépenses publiques menée par Margaret Thatcher. « *Réduire les déficits n'est pas une alternative à la croissance économique, c'en est un aspect primordial. L'objectif principal que je me suis fixé est d'être aussi radical dans la réforme sociale que Margaret Thatcher l'a été pour la réforme économique* » a souligné David Cameron qui tente de rassurer les électeurs et d'adoucir l'image des Tories en promettant de préserver les services publics.

Avec pour slogan « Un vote pour le changement », le Parti conservateur veut s'attaquer dès son arrivée au pouvoir à l'assainissement des finances publiques tandis que les Travaillistes considèrent plus sage d'attendre au moins une année que la reprise économique se consolide. « *Il faudra réduire les dépenses*

publiques et ce sera douloureux. Il faudra s'attaquer à la culture d'irresponsabilité du Royaume-Uni et ce sera difficile pour de nombreuses personnes. Il faudra mettre à bas cette bureaucratie que le Labour nous a laissée » répète David Cameron. Pour remettre à flot les dépenses publiques, le Parti conservateur prévoit de geler pendant un an les salaires des fonctionnaires (à l'exception des personnes percevant un revenu inférieur à 18 000 € – 11 960 €). 80% des fonctionnaires – 4 millions de personnes – seraient donc concernés, une mesure qui permettrait de réaliser 3,2 milliards € d'économies. Les Conservateurs souhaitent réduire les frais de fonctionnement des administrations de 30% (les Tories jugent la bureaucratie britannique excessive) et limiter certaines aides sociales.

En cas de victoire le 6 mai prochain, David Cameron a indiqué qu'il ferait voter un plan d'urgence pour les finances dans les 50 jours qui suivront sa nomination. Il promet de réduire l'impôt sur les sociétés de 3 points (pour le faire passer à 25%). Cette baisse d'impôts serait financée par une refonte du système général et par l'élimination de certaines « failles » du dispositif fiscal actuel. Le 20 mars dernier, il a annoncé qu'il envisageait d'introduire une nouvelle taxe sur les banques « pour rembourser les contribuables de l'aide qu'ils ont apportée et pour les protéger à l'avenir ». « Le Président Obama a dit qu'il rendrait aux contribuables chaque cent payé. Pourquoi cela devrait-il être différent ici ? La nouvelle taxe ne sera pas populaire partout dans la City mais je pense qu'elle est juste et nécessaire » a déclaré David Cameron. « La taxe sur les banques britanniques des Tories est une façon sûre d'encourager les banques à quitter le Royaume-Uni, ce qui augmentera les coûts pour les emprunteurs, endommagera la compétitivité du Royaume-Uni et coûtera des dizaines de milliers d'emplois dans le pays » lui a répondu l'actuel secrétaire d'État chargé du secteur financier, Paul Myners qui a ajouté « cette taxe ne peut qu'être internationale ». Kenneth Clarke a affirmé que les Conservateurs devaient réfléchir à une éventuelle taxe de la TVA.

David Cameron a perdu quelques soutiens en ne condamnant pas la hausse du taux supérieur de l'impôt sur le revenu de 10 points mise en place le 1<sup>er</sup> avril dernier et l'instauration d'une surtaxe de 50% sur les bonus supérieurs à 25 000 €. Mais conscient qu'aucune

élection ne se gagnait en proposant « du sang et des larmes », le Parti conservateur a quelque peu modifié son discours alors que l'écart entre les deux principaux partis se resserrait.

L'actuel Chancelier de l'échiquier (ministre des Finances), Alistair Darling, souligne que les promesses des Conservateurs ne sont financées qu'à hauteur de 11 milliards €/an alors que l'ensemble du coût du programme économique de l'opposition s'élève à 45 milliards €/an. George Osborne a répondu qu'outre le gel des salaires de la fonction publique, les Conservateurs ont prévu de réduire de 5% le salaire des membres du gouvernement, d'effectuer d'importantes coupes budgétaires et d'élever l'âge de la retraite. Celui-ci devrait passer, pour les hommes, de 65 à 66 ans en 2026 et, pour les femmes, de 60 à 66 ans en 2020. Les Tories souhaitent avancer cette mesure de 10 ans, ce qui leur permettrait d'économiser 13 milliards €. David Cameron s'est toutefois engagé à ne pas réduire les dépenses de santé. « Nous ne réduirons pas les dépenses du National Health Service. Le NHS est spécial et je promets une hausse réelle des dépenses chaque année » a-t-il affirmé. En 2007, soit avant la crise, le leader tory déclarait : « Ma priorité tient en trois lettres : NHS ».

Au niveau des institutions, David Cameron a déclaré qu'il souhaiterait modifier la loi électorale de façon à instituer des législatures à durée fixe au Royaume-Uni, réduire les pouvoirs du Premier Ministre et permettre la diffusion des procédures parlementaires sur le site internet Youtube. Il veut également instaurer un droit d'initiative référendaire au niveau local et/ou national.

Depuis la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le leader de l'opposition forme un shadow cabinet qui se réunit tous les jeudis à la Chambre des Communes. Cette tradition permet aux éventuels futurs ministres de bien connaître leur domaine de responsabilité et de préparer leur programme d'action. Dans l'actuel shadow cabinet, George Osborne, qui, à 38 ans, est le plus proche collaborateur de David Cameron, occupe le portefeuille des Finances. Il a déjà élaboré le budget de crise qu'il compte faire voter 50 jours après son arrivée au pouvoir en cas de victoire du Parti conser-

vateur. William Hague, leader des Tories entre 1997 et 2001, est en charge des Affaires étrangères : Kenneth Clarke, ancien ministre des Finances de John Major (1990-1997), favorable à l'euro, est ministre du Commerce ; Michael Gove, ancien journaliste de la BBC et du Times, est chargé de l'Éducation. Enfin, Francis Maude est secrétaire général.

Si la victoire du Parti conservateur est annoncée depuis plusieurs mois, David Cameron a cependant quelques raisons de s'inquiéter. Le leader des Tories sait qu'il doit en grande partie sa popularité à l'usure des Travailleurs. Certains, y compris au sein des Tories, doutent qu'il ait la carrure pour assurer les fonctions de Chef du gouvernement et diriger le Royaume-Uni. D'autres se montrent inquiets de la volonté de leur leader de réduire les déficits publics. Les Conservateurs les plus eurosceptiques, qui lui tiennent rigueur d'avoir abandonné l'idée d'un référendum sur le traité de Lisbonne depuis que celui-ci est entré en vigueur, déclarent être prêts à voter en faveur du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), eurosceptique. « *La victoire des Tories s'est imposé un peu tôt* » affirme le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, qui ajoute « *les électeurs ont besoin de suspense, ils s'arrangent pour en réintroduire là où celui-ci n'existe pas* ». « *La victoire n'est pas certaine, nous devons continuer à travailler jour et nuit pour y parvenir* » répète David Cameron.

En mars dernier, la presse a révélé que le milliardaire Michael Aschcroft, 37<sup>e</sup> fortune du royaume, vice-président du Parti conservateur et membre de la chambre des Lords, ne payait pas d'impôts au Royaume-Uni. Lord Aschcroft, qui s'était pourtant engagé en 2000 juste avant d'être nommé à la Chambre des Lords, à revenir au Royaume Uni pour remplir toutes ses responsabilités, possède en effet le statut de non résident fiscal, ce qui l'exempte de payer des impôts sur le revenu, celui-ci venant de l'étranger, essentiellement de Belize. Ce privilège est normalement réservé aux citoyens ne possédant pas la nationalité britannique et résidant pour un temps au Royaume-Uni sans avoir l'intention d'y rester. Lord Aschcroft est une personnalité importante du Parti conservateur dont il est l'un des plus généreux donateurs. Il est chargé de superviser la

campagne électorale dans des dizaines de circonscriptions que les Tories doivent absolument conquérir pour remporter les élections. En cas de victoire des Tories, Michael Aschcroft a promis de devenir un contribuable britannique à part entière.

Ces révélations sur un haut dignitaire du Parti conservateur tombent très mal pour David Cameron qui a souvent affirmé son intention de nettoyer la vie politique et qui s'est présenté en champion de l'intégrité après le scandale des notes de frais du Parlement. Le leader conservateur s'est engagé à empêcher les personnes non domiciliées au Royaume-Uni de siéger au Parlement en cas de victoire de son parti.

### **Le Parti travailliste peut-il remporter le scrutin ?**

« *Le « vote pour le changement » ne nous fera pas progresser mais au contraire reculer. Car les Conservateurs prendront les mauvaises décisions au mauvais moment pour les mauvaises raisons et en faveur des mauvaises personnes* » affirme le Premier ministre Gordon Brown, ajoutant « *Le Parti travailliste peut et doit gagner les élections* ». Après 13 années à la tête du pays, le Labour, d'abord emmené par Tony Blair puis Gordon Brown, souffre de l'usure du pouvoir. Il a bien sûr pâti de la crise économique, de la guerre en Irak ou du scandale des notes de frais. La victoire semblait, il y a peu, impossible pour le parti au pouvoir qui s'était fixé pour seul objectif que la défaite soit la moins humiliante possible.

Gordon Brown n'a épargné ni son temps ni son énergie pour modifier son image d'homme rigide et distant. Le 15 février, il a donné une interview télévisée à la chaîne ITV1 dans laquelle il s'est dévoilé comme il ne l'avait jamais fait, évoquant la mort de sa fille d'une hémorragie du cerveau dix jours après sa naissance en 2002. Gordon Brown a affirmé qu'il n'avait jamais frappé quiconque après que l'éditorialiste Andrew Rawnsley l'a accusé dans un livre publié en février de rudoyer ses collaborateurs et d'être enclin à de violentes colères. Enfin, le Premier ministre s'est invité pour prendre le thé chez des électeurs. À cette occasion, il a devisé dans leur salon des problèmes qui les préoccupent. Gordon Brown, très différent de son prédécesseur Tony Blair, qui communiquait à la perfection avec les Britan-

niques, tente par tous les moyens de se donner une image de politicien proche des citoyens. En 1992, le Premier ministre conservateur de l'époque, John Major avait relancé une campagne électorale, très mal partie, en s'adressant directement aux électeurs sur une estrade dans les petites villes de province. A la surprise générale, il avait remporté les élections.

L'avenir des finances publiques mises à mal par la récession et les marges de manoeuvre dont disposera le futur gouvernement sont les grandes questions de cette campagne électorale. Lors de leur arrivée au pouvoir en 1997, les Travaillistes avaient fait une promesse aux Britanniques : celle de remettre à flot les services publics sans pour autant dégrader les comptes de l'État. La première partie du contrat a été respectée : les services publics fonctionnent mieux qu'il y a 13 ans (2,3 millions d'emplois ont été créés dans la fonction publique entre 1997 et 2009) ; en revanche, la deuxième partie laisse à désirer. Gordon Brown se positionne cependant comme le seul capable de faire face aux défis économiques.

Alors que le déficit budgétaire atteint 12,6% du PIB, Gordon Brown veut continuer à augmenter les dépenses publiques. Il n'est pas question pour lui de les réduire avant 2011. « *Le Labour sera le parti des investissements et les Tories celui des coupes budgétaires* » a indiqué le Premier ministre. Qualifiant le programme conservateur de « mascarade », il a ajouté que les Conservateurs mettent en péril le retour de la croissance et font courir au Royaume-Uni un danger égal à celui qui menace la Grèce.

Alors que les Conservateurs se recentrent, le Premier ministre a tenté de relancer la lutte des classes dans la campagne électorale, affirmant par exemple que la politique fiscale de l'opposition a été « *imaginée sur les terrains de jeux d'Eton* ». Gordon Brown a appelé à instaurer une taxe Tobin sur les transactions financières internationales et à taxer les bonus des traders. Ce repositionnement à gauche du Chef du gouvernement semble séduire certains électeurs. Par ailleurs, en faisant porter à la City la responsabilité du naufrage de l'économie britannique et en sanctionnant ses acteurs, Gordon Brown veut se dégager de toute responsabilité dans la crise.

« *Nous allons à nouveau changer le monde* » affirme Gordon Brown, répétant que David Cameron ne veut que le bonheur de certains privilégiés. Le Parti travailliste veut diviser par deux le déficit budgétaire d'ici 2014 et le ramener de 12,4% à 5% du PIB ; Gordon Brown souhaiterait voir cet objectif de réduction des déficits inscrit dans une loi.

La nature de la crise économique internationale a également convaincu le Premier ministre de briser un tabou du New Labour qui veut que l'on n'augmente pas les impôts des plus riches pour financer les plus pauvres. Les Travaillistes parlaient jusque là de soutenir les premiers pour faire mieux fonctionner l'économie, ce qui dégage des moyens en faveur des plus pauvres. « *Il faudra augmenter les impôts des plus riches, réduire les coûts, faire des économies là où c'est possible* » a déclaré Gordon Brown.

Le Labour veut taxer à hauteur de 50% les revenus supérieurs à 100 000 € (110 000 €). La moitié des hausses d'impôts programmées sera payée par les 2% de Britanniques les plus riches, a indiqué le Chancelier de l'échiquier Alistair Darling qui a ajouté « *il semble normal que ceux qui ont les épaules les plus larges portent le fardeau le plus lourd* ». Il a également annoncé le gel des salaires publics des 750 000 fonctionnaires les mieux payés (juges, médecins, managers des services de santé public, etc.). Il affirme que les économies générées par cette mesure permettront de faire tourner 4 nouvelles écoles ou 10 nouveaux centres médicaux chaque année ou de verser le salaire de 3 200 infirmières ou 2 200 professeurs.

Pour remporter le scrutin, Gordon Brown ne peut compter que sur un retournement de la conjoncture économique qu'annonceraient les statistiques de croissance qui doivent être publiées le 28 avril, en pleine campagne électorale. Le Premier ministre a pris 5 engagements : réduire de moitié le déficit budgétaire, relancer l'économie, protéger les services publics, créer un million d'emplois qualifiés et bâtir une économie fondée sur les nouvelles technologies. Le 24 mars dernier, Alistair Darling a présenté le budget de l'État pour l'année 2010-2011. Le gouvernement a choisi de s'attaquer aux déficits publics lorsque la croissance sera revenue dans le pays. « Une politique de réduction immédiate des dépenses de l'État serait erronée et

dangereuse et risquerait de faire dérailler la reprise » a rappelé Alistair Darling qui prévoit que le prochain budget, qui devra permettre une économie de 11 milliards €, sera « *le plus drastique depuis des décennies* ». Les prévisions de croissance du PIB restent, pour l'instant, inchangées à 1,2% pour 2010, 3,3% pour 2011 et 3,5% en 2012.

Le budget 2010-2011 maintient le plan d'aide à l'emploi des jeunes chômeurs. Il prévoit une aide de 2,5 milliards € (2,8 milliards €) pour les petites et moyennes entreprises, la création d'une banque verte dotée d'un capital de 2 milliards € (une moitié venant du privé, l'autre issue de la vente d'actifs publics) pour financer des projets innovants dans les domaines des transports et de l'énergie. Le nouveau budget double le seuil à partir duquel les personnes réalisant une transaction immobilière doivent s'acquitter des droits de timbre (250 000 €, soit 280 000 €), augmente l'impôt sur l'achat d'un bien de plus d'un million € et gèle pour les 4 prochaines années le seuil au-delà duquel les droits de succession sont exigibles. Par ailleurs, les retraités qui perçoivent plus de 130 000 € par an voient leurs avantages fiscaux réduits et les contribuables gagnant plus de 100 000 € annuelles (soit les 2% les plus riches) perdent leurs abattements fiscaux. Alistair Darling a indiqué que la taxe sur les bonus avait rapporté deux milliards € (2,2 milliards €).

Enfin, le ministre des Finances a annoncé que le déficit public de 2010 serait moins élevé que prévu à 167 milliards € (185,8 milliards €), 11,87% du PIB, soit -0,8 point, grâce notamment aux rentrées fiscales et à la baisse du chômage. « *Le discours du Chancelier de l'échiquier a été jugé politiquement habile. Il ne s'est pas engagé à réaliser certaines dépenses mais il a révélé que les finances publiques étaient en meilleur état que ce que l'on pensait il y a encore quelques semaines. Cela lui donne une plus grande marge de manœuvre* » analyse le professeur de la London School of Economics, Ian Begg.

Par ailleurs, le 17 mars, l'Office des statistiques nationales a indiqué que le nombre de personnes bénéficiant de l'allocation chômage avait baissé (- 32 300) en février, soit le recul le plus important depuis novembre 1997. « *Chose cruciale pour le Labour, le nombre de personnes recherchant un emploi est légèrement au-dessous de celui de mai 1997 lorsque les Travailleurs*

*sont arrivés au pouvoir* » souligne l'économiste Michael Saunders.

Le 9 février, le Parlement a adopté – par 365 voix contre 187 – l'organisation d'un référendum sur un changement du mode de scrutin en vigueur aux élections législatives. Selon le système envisagé appelé *alternative vote*, les électeurs pourront classer les candidats auxquels ils souhaitent accorder leurs suffrages par ordre de préférence. La consultation populaire sur cette réforme électorale devrait se tenir en octobre 2011. David Cameron a qualifié ce vote de « *combine* » et de « *tentative cynique pour sauver sa peau* de la part de Gordon Brown ». Des responsables politiques ont fait remarquer que Gordon Brown avait toujours été un partisan du système actuel, tout au moins tant que celui-ci lui était favorable. Les Conservateurs se sont également élevés contre un référendum qui, selon eux, coûterait 80 millions €, une dépense injustifiable en période de grave crise économique.

Aux yeux des analystes politiques, cette loi est un geste clair en direction des Libéraux-Démocrates, éternels victimes du système bipartite britannique. Cette réforme électorale, si elle était adoptée, constituerait une véritable révolution au Royaume-Uni où la formation d'une coalition électorale est une chose exceptionnelle et où la concentration du pouvoir dans les mains d'un seul parti règle la vie politique depuis des siècles.

Les Travailleurs ont également exprimé leur désir d'abolir la Chambre des Lords et de la remplacer par une Chambre élue, autre mesure qui révolutionnerait le système britannique et qui mettrait fin à des siècles de tradition. « *Je pense que l'heure est venue de faire de cette Chambre une Chambre élue, seule façon de rendre légitime une assemblée législative* » a déclaré Andrew Adonis, secrétaire aux Transports.

### Les Libéraux-Démocrates décideront-ils du scrutin ?

En dépit de leur appellation, les Libéraux-Démocrates sont plus proches des Travailleurs que des Conservateurs. Ils sont en effet favorables à l'État providence et opposés aux baisses d'impôts. Les différences entre les Libéraux-Démocrates et les Travailleurs sont cependant notables en matière de politique étrangère.

Parti le plus pro-européen du royaume, le 3<sup>e</sup> parti a été le seul à s'opposer à l'intervention en Irak et à l'envoi de renforts en Afghanistan. Les enquêtes d'opinion montrent toutefois que la politique étrangère reste un thème mineur au moment du vote.

Le parti a mis en avant 4 points non négociables de son programme dans le cas éventuel où il serait appelé à rejoindre l'un des deux «grands» partis au gouvernement : une aide à la scolarité des plus pauvres, une augmentation à 10 000 € du seuil de revenu annuel à partir duquel on paie un impôt, une réforme de la City par la séparation des banques d'investissement et de réseaux et la création d'une taxe de 10% sur les banques pour financer le retour à l'emploi des victimes de la récession et, enfin, une réforme du Parlement.

Au cours de l'histoire, les Libéraux-Démocrates ont accédé deux fois au gouvernement : dans les années 1930 avec le Parti conservateur et de 1974 à 1979 avec le Parti travailliste. Leur leader Nick Clegg, particulièrement sévère avec les 13 années de gouvernement travailliste, refuse de dire auquel des deux «grands» partis va sa préférence tout en affirmant que celui qui recueillera le plus grand nombre de sièges disposera d'un mandat moral pour diriger le pays. Les Libéraux-Démocrates, qui souhaitent l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin, pourraient cependant être séduits par la proposition des Travaillistes d'organiser un référendum sur une modification du mode de scrutin.

« *Contrairement au scrutin précédent, les Libéraux-Démocrates comptent dans leurs rangs des hommes de premier plan qui pourraient très légitimement prétendre à des postes importants dans un gouvernement de coalition, notamment Vincent Cable, qui est en charge des affaires économiques* » analyse le professeur de science politique de la London School of Economics, Patrick Dunleavy. « *Je ne suis pas un faiseur de rois, les faiseurs de rois sont les 45 millions d'électeurs britanniques* » aime à répéter Nick Clegg.

Les électeurs britanniques qui, à un mois du scrutin, semblent très divisés, se décideront peut-être devant le petit écran. En effet, le scrutin du 6 mai sera l'occasion d'une première dans le royaume, à savoir l'organisation de débats télévisés entre les chefs des 3 principaux partis politiques et donc les candidats au poste

de chef du gouvernement. Les enquêtes d'opinion montrent d'ores et déjà que les électeurs décident de plus en plus souvent de leur vote en fonction de la personnalité du candidat au poste de Premier ministre. Si les Français ou les Américains – et depuis peu les Allemands – sont familiers de ce genre d'exercice, les Britanniques, qui jusqu'alors choisissaient davantage un parti qu'un homme, n'en ont jamais fait l'expérience.

David Cameron y est très favorable, persuadé, à tort ou à raison, de sa supériorité sur son adversaire Gordon Brown dans ce domaine. Les leaders des 3 principaux partis débattront en direct à 3 reprises sur ITV, Sky TV et la BBC. Alistair Stewart d'ITV, Adam Boulton de Sky News et David Dimbleby, l'animateur de Question Time, seront les journalistes qui officieront lors de ces débats. Les échanges dureront 90 minutes et auront lieu devant un public choisi. « *Ces débats changent considérablement la nature de la campagne électorale dans le sens où ils devraient en constituer le point d'orgue* » souligne le professeur de l'université de Strathclyde, John Curtice.

Le premier débat télévisé a rassemblé le 29 mars sur Channel 4 le Chancelier de l'échiquier Alistair Darling, son homologue dans le shadow cabinet, George Osborne, et le porte-parole pour les affaires économiques des Libéraux-Démocrates, Vince Cable. Il a été l'occasion d'une passe d'armes entre le Conservateur et le Travailliste, qui a annoncé qu'il serait reconduit à son poste en cas de victoire du Labour. Les journalistes ont cependant noté que le Libéral-Démocrate, qui affirme avoir été le premier à anticiper le crash du marché immobilier et la crise du crédit bancaire, avait été le plus applaudi. Aucun des 3 hommes n'a cependant expliqué clairement comment il procéderait pour mener à bien la réduction des dépenses publiques, mesure sur laquelle ils se sont tous accordés.

Alors qu'une victoire du Labour semblait, jusqu'à il y a encore quelques semaines, absolument impossible, l'écart entre les deux principaux partis britanniques s'est nettement resserré à un mois du scrutin. Depuis le 17 février, aucune enquête d'opinion n'a accordé la majorité absolue au parti de David Cameron. Si les électeurs semblent peu enclins à voir les Travaillistes continuer à gouverner, on ne décèle pas pour autant de réel appétit pour les Conservateurs. Ainsi, un sondage publié le 30

mars révélait un renversement de tendance en montrant que les Britanniques faisaient désormais davantage confiance aux Travaillistes qu'aux Conservateurs pour gérer l'économie du pays : 33% des personnes interrogées déclarent que Gordon Brown dispose des meilleures capacités pour améliorer la situation économique du pays, 27% citent David Cameron et 13% Nick Clegg. La première fois où cette question avait été posée (10 décembre 2009), le Conservateur avait recueilli 33% des réponses et le Travailliste, 26%.

« Les électeurs n'ont pas été du tout sensibles aux dernières affaires de Westminster comme le fait par exemple que le conservateur Lord Michael Ascroft ne paie pas ses impôts au Royaume-Uni. La seule chose qui compte en ce moment, c'est l'économie et la question de savoir qui sera le plus à même de sortir le pays de la crise » affirme Joe Twyman, directeur des sondages politiques à l'institut YouGov. Les Conservateurs vont tenter

de convaincre les Britanniques que 5 ans supplémentaires de gouvernement travailliste serait une catastrophe. « L'économie est enlisée, la société est enlisée, tout le pays est enlisé avec Gordon Brown. Et c'est de changement que nous avons besoin... pour faire bouger notre économie, notre pays, notre société » a déclaré David Cameron le 27 mars. Les Travaillistes vont tenter de convaincre la population des dangers que les Conservateurs feraient courir au pays s'ils arrivaient au pouvoir. La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Angus Reid et publiée par le Sunday Times le 4 avril crédite le Parti conservateur de 38% d'intentions de vote pour 27% au Parti travailliste et 20% aux Libéraux-Démocrates. Un sondage réalisé par l'institut YouGov indique que les Tories devraient recueillir 39% des suffrages pour 29% pour le Labour et 20% pour les Libéraux-Démocrates. Le défi auquel est confronté David Cameron reste donc moins important que celui auquel doit faire face Gordon Brown le 6 mai prochain.

#### Résultats des élections législatives du 5 mai 2005 au Royaume-Uni

Participation : 61.3%

Partis Politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentages des suffrages recueillis	Nombre de sièges
<b>Parti travailliste</b>	9 562 122	35.3	356
<b>Parti conservateur</b>	8 772 598	32.3	198
<b>Libéraux-démocrates</b>	5 981 874	22.1	62
<b>Parti pour l'indépendance du Royaume Uni (UKIP)</b>	603 298	2.2	0
<b>Parti national Écossais (SNP)</b>	412 267	1.5	6
<b>Verts</b>	257 758	1	0
<b>Parti démocratique d'Ulster</b>	241 856	0.9	9
<b>Parti national britannique (BNP)</b>	192 746	0.7	0
<b>Plaid Cymru (PC)</b>	174 738	0.6	3
<b>Sinn Fein (SF)</b>	174 530	0.6	5
<b>Parti unioniste D'Ulster (UUP)</b>	127 414	0.5	1
<b>Parti travailliste et social-démocrate (SDLP)</b>	127 626	0.5	3
<b>Respect-the Unity coalition</b>	68 094	0.3	1
<b>Indépendant Kidderminster Hospital and Health Concern</b>	18 739	0.1	1
<b>Autres</b>	8 662 086	1.3	1

Source : Chambre des Communes du Parlement britannique

J-7

7 jours avant  
le scrutin

46 millions de Britanniques sont appelés aux urnes le 6 mai prochain pour élire au sein de circonscriptions regroupant en moyenne 70 000 électeurs, les 650 membres de la Chambre des Communes, Chambre basse du Parlement. Parmi les Britanniques vivant à l'étranger, seuls ceux qui ont quitté leur pays depuis moins de 15 ans sont autorisés à participer à ce scrutin. Le Royaume-Uni est, avec Malte, l'Irlande, Chypre et le Danemark, l'un des pays européens à restreindre le plus le vote de ses expatriés.

Les Conservateurs longtemps donnés vainqueurs du scrutin ne sont plus assurés d'obtenir la majorité absolue au Parlement. Pour la première fois depuis 1992, le suspense est donc entier à une semaine des élections, qualifiées de « *plus importantes depuis une génération* » par le leader des Tories, David Cameron, qui en appelle au « *nouveau départ dont le pays a tant besoin* ». De son côté, le Premier ministre, Gordon Brown (Parti travailliste), défend le bilan du gouvernement en essayant de persuader les Britanniques que le Labour peut incarner le changement.

La grande innovation de ce scrutin, outre l'utilisation d'internet, a été l'organisation pour la première fois dans le pays, de trois débats télévisés rassemblant les leaders des trois principaux partis politiques : Gordon Brown, David Cameron et Nick Clegg (Lib-Dem).

Le premier de ces débats télévisés a porté sur la politique intérieure le 15 avril dernier sur la chaîne ITV. Il n'aura fallu que 90 minutes à Nick Clegg, qui n'avait jamais disposé d'une telle tribune médiatique ni été placé au même niveau que ses adversaires, pour devenir l'homme du scrutin. Selon une enquête d'opinion, 43% des personnes interrogées ont déclaré Nick Clegg « vainqueur » du débat, 26% ont cité David Cameron et 20% Gordon Brown. 9,4 millions de Britanniques ont regardé le débat. Le Premier ministre, généralement peu à l'aise devant les médias, a cette fois semblé détendu, se montrant confiant et jouant sur son expérience à la tête du gouvernement. David Cameron, un peu nerveux et sur la défensive au début du débat, a prôné le changement tandis que le leader travailliste a mis en avant la prospérité et Nick Clegg l'équité. Mais le leader libéral-démocrate a surtout su se poser en alternative crédible à ses deux partenaires et, ce faisant, a suscité l'inquiétude de ses rivaux. « Je ne sais pas ce que vous en pensez mais je trouve que plus ils s'attaquent l'un l'autre, plus ils se ressemblent » a-t-il lancé aux téléspectateurs. Le lendemain du débat, « Je suis d'accord avec Nick » était devenue la phrase de la campagne, cinq mots prononcés pas moins de sept fois par Gordon Brown durant le débat.

L'organisation de ces débats télévisés entre les principaux leaders politiques a contribué fort logiquement à personnaliser le scrutin. La personnalité des candidats

au poste de Premier ministre sera donc primordiale lors du vote du 6 mai prochain.

Le deuxième débat s'est tenu le 22 avril sur Sky News et a porté sur les affaires internationales. Nick Clegg, de loin le plus pro-européen des trois hommes, a défendu son engagement en faveur de l'Europe, expliquant que le Royaume-Uni avait besoin de ses partenaires de l'Union européenne (UE) et que seule l'union, et donc l'Europe, pouvait permettre d'être suffisamment forts pour régler des problèmes tels que le terrorisme, les questions environnementales, etc. Il a également promis le rapatriement des soldats britanniques stationnés en Afghanistan durant la prochaine législature, ce à quoi s'opposent ses deux rivaux. Gordon Brown, qui a mis en avant son expérience, a affirmé son engagement pro-européen : « 3 millions d'emplois britanniques dépendent de l'Europe, notre pays fait la moitié de son commerce avec le continent et 750 000 entreprises travaillent pour l'Europe » a-t-il indiqué, accusant David Cameron de « vouloir un Royaume-Uni étriqué ». « Je veux être dans l'Europe mais je ne veux pas être dirigé par l'Europe » a indiqué le leader conservateur. A l'issue du débat, plus d'un tiers des téléspectateurs (36%) pensaient que David Cameron avait remporté la joute oratoire, 32% désignaient Nick Clegg et 29% Gordon Brown selon un sondage réalisé par l'institut YouGov.

Le troisième débat se déroule le 29 avril sur les questions économiques sur la BBC.

La prestation de Nick Clegg lors des deux premiers débats télévisés a semé le doute chez les Conservateurs et, en partie, réjoui les Travaillistes. La montée des Libéraux-Démocrates s'inscrit dans un mouvement historique qui voit les Britanniques se détourner des deux principaux partis depuis 60 ans. En 1951, 98% des électeurs votaient pour le Parti travailliste ou le Parti conservateur. En 2005, ce chiffre s'était réduit à 59% (il n'était que de 40% lors des dernières élections locales du 5 juin 2009). Les « petits » partis gagnent donc régulièrement du terrain.

Les Conservateurs qui voient se profiler la possibilité d'une victoire sans majorité absolue se montrent très inquiets. Il faut savoir que les Travaillistes ont traditionnellement besoin de moins de suffrages pour remporter leurs sièges grâce à un découpage électoral qui leur est très favorable et à un électorat concentré dans certaines régions, notamment le Nord du pays, quand les électeurs conservateurs sont dispersés à travers le pays. En outre, dans l'Angleterre du Sud, les Libéraux-Démocrates sont souvent les premiers adversaires des Conservateurs quand les bastions travaillistes du Nord sont mieux protégés contre une éventuelle victoire de ce même parti. « Entre nous, il n'y a qu'une feuille de cigarette » a déclaré David Cameron parlant de sa relation avec Nick Clegg. Traditionnellement pourtant, les Libéraux-Démocrates sont beaucoup plus proches du Labour que des Tories.

De leur côté, les Travaillistes entrevoient, dans le cas d'un hung Parliament (Parlement suspendu, nom donné au Royaume-Uni à une assemblée sans majorité), la possibilité de faire alliance avec les Libéraux-Démocrates et donc de conserver le pouvoir. « S'ils n'ont pas réussi à faire ce qu'ils proposent depuis 13 ans, qui va croire qu'ils vont enfin le faire cette fois ? » s'interroge Nick Clegg qui a intérêt à se démarquer des Travaillistes durant cette campagne. L'homme refuse toujours de dire avec lequel des deux grands partis il serait prêt à s'allier et se laisse courtiser par chacune d'entre eux en les renvoyant dos à dos.

David Cameron répète qu'un vote en faveur des Libéraux-Démocrates reviendrait à continuer avec Gordon Brown au pouvoir durant les 5 prochaines années. « Un Parlement sans majorité absolue sera synonyme d'instabilité, d'incertitude, potentiellement de taux d'intérêt plus élevés et d'une perte de crédit du Royaume-Uni » a-t-il déclaré au Times. Kenneth Clarke, ancien ministre des Finances (1993-1997) de John Major et ministre du Commerce dans le shadow cabinet (cabinet fantôme), brandit la menace du Fonds monétaire international (FMI). « Le marché obligataire n'attendra pas, la livre sterling chutera si les Britanniques n'élisent pas un gouvernement avec une majorité suffisante pour faire son travail et que les marchés estiment que nous ne pouvons pas nous attaquer à nos problèmes de dette et de déficit public, le FMI devra s'en charger à notre place » a-t-il indiqué. Des propos que le Chancelier de l'échiquier (ministre des Finances au Royaume-Uni) Alistair Darling a qualifié de « tactique désespérée » et Vincent Cable, porte-parole pour les affaires économiques des Libéraux-Démocrates, « d'alarmisme de la pire espèce ».

« Les électeurs veulent davantage de choix et le fait que deux leaders essaient de se référer à un passé confortable ne changera rien. J'espère que les gens ne vont pas se laisser effrayer et continueront à faire confiance à leur instinct en se comportant différemment cette fois-ci » a déclaré Nick Clegg, ajoutant « Ne laissez personne vous dire que le seul choix possible est celui des vieux partis ».

« Avant, voter pour le changement, c'était voter pour David Cameron. Depuis jeudi dernier (1er débat télévisé), ce n'est plus le cas. Les Libéraux-Démocrates bénéficient de la dépolitisation installée par les partis dominants qui ont fini par se ressembler, entre le conservatisme passionnel de David Cameron et le thatchérisme à visage humain de Tony Blair » indique Jacques Reland, directeur de recherches au Global Policy Institute de Londres. « L'élection d'un gouvernement minoritaire mènera à terme à une réforme profonde du système électoral avec un tournant vers un système proportionnel » anticipe Tony Travers, politologue à la London School of Economics.

Le Parti conservateur a choisi la centrale électrique désaffectée de Battersea située au Sud de Londres pour

présenter son programme électoral de 130 pages qui constitue « une invitation à rejoindre le gouvernement du Royaume-Uni ». « Si vous votez conservateur le 6 mai prochain, vous ne voterez pas seulement pour changer le système dans son ensemble » prévient David Cameron qui promet de redonner le pouvoir au peuple.

Le programme se veut une synthèse du modernisme et de la tradition. Il ébauche les contours de ce que les Tories appellent la « grande société », une société dans laquelle l'État concède une grande partie de ses pouvoirs aux citoyens et où le peuple prend part aux décisions. Le programme conservateur prévoit ainsi l'organisation de référendums sur des questions locales dès que 5% des habitants d'une municipalité en font la demande, une réduction de 10% du nombre des membres de la Chambre des Communes, un droit de rappel des députés défaillants (identique à celui existant en Californie), le droit des parents à « sauver » des écoles et la création de coopératives dans le secteur public. Cette dernière idée vient de John Spedan Lewis qui, après 1929, avait distribué les actions et les profits de son entreprise à ses salariés (69 000 salariés se partagent les bénéfices actuellement). David Cameron avait annoncé en février que les services administratifs (à l'exception de l'armée, la police ou la justice) pourront, si leurs équipes en décident ainsi, quitter le service public et s'organiser en coopératives ou en entreprises à but non lucratif pour servir le contribuable. Ce système permettrait de réaliser des économies tout en améliorant l'efficacité du service rendu (dans les crèches, les écoles, etc). Les travailleurs des coopératives seront appelés à organiser leur travail et à décider de leurs rémunérations comme bon leur semblera. « Le pays a besoin d'une grande société et non d'une grande administration. Nous vous donnerons la chance d'être votre propre patron et d'offrir à vos concitoyens un meilleur service » a déclaré le 15 février le leader conservateur.

Les Conservateurs se sont engagés à adopter, en cas de victoire, un budget d'urgence et à faire d'importantes coupes budgétaires dès la première année de leur arrivée au pouvoir afin de réduire le déficit public qui, pour 2009/2010, s'élève à 152,84 milliards £, un record depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ils

souhaitent aller plus vite et plus en profondeur que les Travaillistes dans la réduction des dépenses publiques et ont promis de réaliser 6 milliards £ (6,8 milliards €) supplémentaires d'économies par rapport au programme du Labour. Les Tories prévoient d'éliminer la part structurelle du déficit public en 5 ans. Ils devraient geler le salaire des fonctionnaires en 2011 et augmenter l'âge de la retraite.

En revanche, ils se sont engagés à ce que les dépenses du Service national de santé (National Health Service, NHS) augmentent plus vite que l'inflation et ont promis d'annuler l'augmentation de 1% de la taxe de contribution sociale promise par le gouvernement de Gordon Brown. Ils souhaitent également réduire les impôts des couples mariés pour promouvoir la famille, relever le seuil à partir duquel les Britanniques sont soumis à l'impôt sur les successions et baisser l'impôt sur les entreprises de 25% à 30%. David Cameron a indiqué vouloir revenir sur la moitié de la hausse des charges sociales prévue par Gordon Brown.

Le Premier ministre se présente comme le défenseur des classes moyennes. Le Labour a choisi pour slogan « un avenir juste pour tous ». Le Parti travailliste a présenté son programme le 12 avril dernier à Birmingham. Celui-ci prévoit – au moins jusqu'à 2015 – une augmentation proportionnelle à la hausse des revenus du salaire minimum (introduit en 1999 et actuellement de 5,80 £/heure) ainsi qu'une hausse des salaires des fonctionnaires (celle-ci a été plafonnée à 1% pour 2011/2012 et 2012/2013). Il ne prévoit pas d'augmentation de l'impôt sur le revenu mais n'exclut pas une hausse de la TVA. Le Parti travailliste, qui accuse les Conservateurs de mettre la reprise en danger en voulant réduire trop vite et de façon trop importante les dépenses publiques, prévoit pourtant d'éliminer la moitié du déficit public en 4 ans. « Si les Tories avaient été en mesure de réduire les dépenses l'automne dernier comme ils auraient aimé le faire, nous serions toujours en récession, pas dans la reprise à laquelle nous sommes parvenus » a déclaré Gordon Brown qui a ajouté : « S'ils le font en juin dans le budget d'urgence qu'ils proposent, le risque de récession planera à nouveau sur l'économie et il sera difficile de restaurer la confiance ». Les Travaillistes promettent la gratuité des soins pour les personnes en situation de grande

nécessité, une augmentation de 2,5% des pensions de retraites et de 1,5% de l'allocation enfant. Trois services publics figurent au cœur de la campagne électorale du Labour : l'éducation, la santé et la sécurité.

Les Travaillistes souhaitent également transformer la Chambre des Lords en une assemblée élue et réformer le système électoral en adoptant un nouveau mode de scrutin aux élections générales, l'alternative vote qui permet aux électeurs de classer les candidats auxquels ils souhaitent accorder leurs suffrages par ordre de préférence. Ce projet devrait être soumis à référendum en octobre 2011. « Les Travaillistes et les Libéraux-Démocrates ont les mêmes idées et les mêmes volontés sur une refonte du système politique, ce qui n'est pas le cas de la droite » répète Gordon Brown.

Le programme des Libéraux-Démocrates compte 110 pages et met en avant 4 points principaux : la réduction des déficits publics, la réforme du système éducatif, une réforme constitutionnelle pour éviter la répétition du scandale des notes de frais du Parlement (près de 400 élus ont détourné le système d'indemnisation des frais professionnels des parlementaires pour se faire rembourser leurs dépenses personnelles) et la refonte de la fiscalité des ménages. Le parti veut simplifier le système des impôts, arguant que certains contribuables profitent de la complexité du système et promet une exonération d'impôt pour tous les revenus inférieurs à 10 000 £ (11 300 €) par an. Les Libéraux-Démocrates pensent pouvoir réaliser 15 milliards £ d'économies en abandonnant les sous-marins nucléaires Trident qui font partie de la force de dissuasion britannique. Pour réduire le déficit public, ils souhaitent limiter les hausses de salaires de la fonction publique et introduire une taxe sur les banques. « Nous créerons un système bancaire totalement différent, nous démantèlerons les banques de haut en bas » affirme Nick Clegg.

De nombreuses personnalités se sont engagées dans cette campagne électorale à suspense. L'acteur Michael Caine, ancien conservateur séduit par le blairisme en 1997, est revenu à son parti d'origine et soutient David Cameron, tout comme Billy Roach, héros de la série Coronation Street, le chanteur Phil

Collins ou l'acteur Billy Murray. Le Labour bénéficie du soutien de la mannequin Naomi Campbell, de la chanteuse Lily Allen, de l'acteur Patrick Stewart, du manager du club de football de Manchester United Alex Ferguson, de la chanteuse Geri Halliwell, du chanteur Peter Gabriel et l'auteur de la série des Harry Potter, JK Rowling, qui affirme « les familles pauvres et vulnérables seront mieux traitées par les Travaillistes que par les Tories de David Cameron ». Enfin, Daniel Radcliffe, l'interprète de Harry Potter au cinéma, et l'acteur Colin Firth se sont engagés aux côtés des Libéraux-Démocrates.

Le Parti travailliste a perdu pour cette campagne électorale le soutien du journal The Sun qui s'est rangé derrière les Conservateurs. « Après 13 longues années au pouvoir, le gouvernement s'est perdu. Désormais il a aussi perdu le Sun » pouvait-on lire en janvier dans le quotidien. L'hebdomadaire News of the World a annoncé le 27 mars dernier qu'il soutenait désormais le Parti conservateur. Le journal a déclaré qu'il modifiait sa ligne éditoriale parce que « le pays avait un criant besoin de changement ».

Enfin, l'ancien Premier ministre (1997-2007) Tony Blair a apporté son soutien à Gordon Brown en intervenant le 30 mars dans son ancienne circonscription de Trimdon (Nord-Est). De nombreux analystes politiques se demandent cependant si l'appui de l'ancien Premier ministre, qui suscite de forts antagonismes, en particulier en raison de la guerre en Irak, constitue réellement un atout.

Les enquêtes d'opinion sont formelles : alors que tout le monde s'attendait à ce que le scrutin législatif oppose les Travaillistes aux Conservateurs, la partie se joue désormais à trois. Le dernier sondage réalisé par l'institut YouGov et publié par le Sunday Times crédite les Tories de 35% des suffrages pour 28% aux Libéraux-Démocrates qui devancent les Travaillistes (27%). Une autre enquête d'opinion réalisée par Com Res et publiée par le quotidien The Independent place les Conservateurs en tête avec 34% des voix pour 29% aux Libéraux-Démocrates et 28% aux Travaillistes. Selon l'institut Ipsos Mori, le parti de Nick Clegg figurerait toujours en 3e position avec 23% des suffrages derrière le parti de David Cameron (36%) et celui du Premier ministre (30%).

À une semaine du scrutin, la question est la suivante : les Travaillistes parviendront-ils à se maintenir au pouvoir en faisant alliance avec les Libéraux-Démocrates ou bien la perspective d'un Parlement sans majorité absolue et dans lequel les Libéraux-Démocrates joueraient un rôle charnière va-t-elle finalement effrayer les électeurs et les conduire à voter largement en faveur des Conservateurs ?

raient un rôle charnière va-t-elle finalement effrayer les électeurs et les conduire à voter largement en faveur des Conservateurs ?

## RÉSULTATS

Le Parti conservateur (Tories) est, comme l'avaient annoncé les enquêtes d'opinion, arrivé en tête des élections législatives qui se sont déroulées au Royaume-Uni le 6 mai. Les Tories de David Cameron ont recueilli 36,1% des suffrages et remporté 306 sièges à la Chambre des Communes, soit +97 par rapport au dernier scrutin législatif du 5 mai 2005 mais il leur en manque 20 pour obtenir la majorité absolue indispensable pour gouverner (326 sièges).

Le Parti travailliste (Labour) du Premier ministre sortant Gordon Brown arrive en 2<sup>e</sup> position en obtenant 29% des voix et 258 sièges (- 91). Les Libéraux-Démocrates (LibDems) de Nick Clegg n'ont pas concrétisé dans les urnes ce que prédisaient les sondages et ont recueilli 23% des suffrages et remporté 57 sièges (- 5).

En dépit de son mode de scrutin construit pour accoucher de majorités claires, l'incertitude dominait donc la scène politique britannique au lendemain de ces élections. Les Libéraux-Démocrates, en dépit de leur résultat, se retrouvent cependant en position de faiseur de rois.

« Les électeurs n'aiment ni le Labour ni les Tories mais ils aiment moins le Labour que les Tories. Et ils ont des doutes sur les Libéraux-Démocrates » a souligné le directeur de l'institut d'opinion YouGov, Peter Kellner. « Tous les partis ont des raisons d'être déçus » analyse Vernon Bogdanor, politologue à l'université d'Oxford.

Les autres sièges de la Chambre des Communes se répartissent entre plusieurs partis régionalistes et les Verts : le Parti démocratique d'Ulster (DUP), 8 sièges (- 1) ; le Parti national écossais (SNP), 6 (=) ; le Sinn Fein (SF), 5 (=) ; le Plaid Cymru (PC), 3 (+ 1) ; le Parti travailliste et social-démocrate (SDLP), 3 (=) ; le Parti de l'alliance (APNI), 1 (+ 1) et les Verts (G), 1 (+ 1). Caroline Lucas, actuelle députée européenne, est devenue le 6 mai la première députée verte élue au Royaume-Uni en remportant la circonscription de Brighton Pavilion avec 31,33% des suffrages pour 28,91% aux Travaillistes et 23,68% aux Conservateurs. Le Parti national britannique (BNP) a échoué à faire élire l'un des siens. Son leader, Nick Griffin, a été battu dans la circonscription de Bar-king & Dagenham située à l'est de Londres. Seuls 649 députés ont été élus le 6 mai ; le décès du

candidat du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de la circonscription de Thirsk & Malton, John Boakes, a obligé les autorités à repousser le scrutin qui aura lieu le 27 mai.

La participation s'est élevée à 65,1%, soit + 3,8 points par rapport aux précédentes élections législatives du 5 mai 2005. Les électeurs de plusieurs bureaux de vote n'ont cependant pas pu remplir leur devoir de citoyen : à 22h, heure de clôture du scrutin, de nombreux électeurs attendaient encore pour voter.

En Angleterre, les Tories sont arrivés en 1<sup>ère</sup> position avec 297 sièges, loin devant le Labour (191 sièges) et les Libéraux-Démocrates (43). En Ecosse, le Parti travailliste s'est largement imposé en remportant 41 des 59 sièges pour un seul aux Conservateurs et 11 aux Libéraux-Démocrates. Au Pays de Galles, le Labour a obtenu 26 sièges, les Tories 8 sièges et les Libéraux-Démocrates 3. En Irlande du Nord, le leader du Parti démocratique d'Ulster, Peter Robinson, a été battu dans sa circonscription de Belfast-est par la candidate du Parti de l'alliance, Naomi Long. Reg Empey, leader du Parti unioniste d'Ulster (UUP), a également perdu son siège de South Antrim au profit de William McCrea (DUP).

Le Premier ministre sortant, Gordon Brown, a été le mieux élu des leaders des trois « grands » partis. Il a remporté sa circonscription de Kirkcaldy & Cowdenbeath

en Ecosse avec 64,5% des suffrages. David Cameron s'est imposé à Witney avec 58,8% des voix et Nick Clegg à Sheffield Hallam avec 53,4% des suffrages.

À l'issue du scrutin, le Royaume-Uni se retrouve donc avec un Parlement suspendu (hung Parliament). Le dernier Parlement sans majorité absolue date de février 1974. Le Premier ministre travailliste Harold Wilson avait gouverné 8 mois sans majorité à la Chambre des Communes avant de convoquer de nouvelles élections en octobre 1974, un scrutin remporté par son parti.

Les résultats du 6 mai ouvrent donc la voie aux négociations entre leaders politiques.

« Le gouvernement du Labour n'a plus l'autorité pour gouverner notre pays » a déclaré David Cameron qui a entamé des discussions avec les Libéraux-Démocrates dès le 7 mai au soir. Les deux partis, qui devraient pouvoir s'entendre sur les questions économiques – Nick Clegg a indiqué qu'il voterait le budget présenté par David Cameron – s'opposent cependant sur de nombreux sujets majeurs dont la politique européenne, l'immigration, la fiscalité, l'énergie nucléaire et la défense. Les concessions que David Cameron serait amené à faire pour parvenir à former une coalition avec les Libéraux-Démocrates pourraient être difficiles à faire accepter par son parti et mécontenter ses partisans. Les Tories ont conclu une alliance pré-électorale avec le Parti démocratique d'Ulster (DUP) même si les analystes politiques estiment que certains députés du DUP refuseront de soutenir David Cameron.

Nick Clegg a réaffirmé la position qui était la sienne durant la campagne électorale : à savoir qu'il était prêt à négocier avec le parti qui aurait recueilli le plus grand nombre de sièges et qui, selon lui, dispose d'un mandat moral pour diriger le pays. Il a indiqué le 7 mai qu'il souhaitait un pays plus juste en matière de fiscalité, de système politique, d'éducation et de réforme des banques. Durant la campagne électorale, les Libéraux-Démocrates avaient désigné 4 points de leur programme comme non négociables : le versement d'une aide à la scolarité des plus pauvres, l'établissement à 10 000 £ du seuil de revenu annuel à partir duquel on paie un impôt, une réforme de la City par la séparation des banques d'investissement et de réseaux et la création

d'une taxe de 10% sur les banques pour financer le retour à l'emploi des victimes de la récession et, enfin, une réforme du Parlement. Sur ce point, James Landle, journaliste de la BBC, a suggéré le fait que les Tories pourraient accepter la tenue d'un référendum sur une réforme du système électoral tout en se réservant le droit de faire campagne contre celle-ci.

Une alliance entre le Parti conservateur et les Libéraux-Démocrates est la seule capable de déboucher sur un gouvernement doté d'une réelle majorité (363 sièges).

« Je jouerai mon rôle. Il est de mon devoir de faire en sorte que le Royaume-Uni ait un gouvernement solide et stable » a indiqué le Premier ministre sortant Gordon Brown qui a déclaré se tenir prêt à parler avec Nick Clegg au cas où celui-ci ne parviendrait pas à s'entendre avec les Conservateurs. Toutefois, l'alliance entre le Parti travailliste et les Libéraux-Démocrates n'atteindrait toutefois que 315 sièges, en deçà de la majorité absolue. Les deux partis pourraient éventuellement envisager de s'allier avec le Parti travailliste social-démocrate ou le Parti de l'alliance pour former un gouvernement minoritaire.

Le Parti national écossais et le Plaid Cymru restent les deux inconnues de ces tractations. Les deux partis ont affirmé durant la campagne électorale que s'ils avaient à négocier avec l'un des deux « grands » partis, ils feraient tout pour faire avancer leurs revendications régionales respectivement sur l'Ecosse et le Pays de Galles.

Aucune échéance n'est officiellement fixée pour les négociations entre leaders politiques. Celles-ci devront cependant aboutir avant le 25 mai, date à laquelle la reine Elizabeth II s'exprimera devant le Parlement britannique et où elle fixera les priorités du prochain gouvernement.

Pour l'heure, difficile de prédire quelle sera la ou les couleur(s) du prochain gouvernement britannique. Une chose est sûre cependant : les Britanniques verraient d'un mauvais œil les partis qui tenteraient de jouer la carte d'un recours aux urnes pour sortir de l'impasse actuelle. « Les élections coûtent très cher, les caisses sont vides et ceux qui ont le plus de facilité à lever des fonds restent les Conservateurs, ce qui donne de bons atouts à David Cameron » a souligné Tony Travers, politologue à la London School of Economics (LSE).

**Résultats des élections générales du 6 mai 2010 au Royaume-Uni**

Participation : 65.1%

Partis Politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentages des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti conservateur</b>	10 706 647	36,1	306
<b>Parti travailliste</b>	8 604 358	29	258
<b>Libéraux-démocrates</b>	6 827 938	23	57
<b>Parti démocratique d'Ulster (DUP)</b>	168 216	0,6	8
<b>Parti national écossais (SNP)</b>	491 386	1,7	6
<b>Sinn Fein (SF)</b>	171 942	0,6	5
<b>Plaid Cymru (PC)</b>	165 394	0,6	3
<b>Parti travailliste et social-démocrate (SDLP)</b>	110 970	0,4	3
<b>Verts</b>	285 66	1	1
<b>Parti de l'alliance (APNI)</b>	42 762	0,1	1
<b>Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP)</b>	917 832	3,1	0
<b>Parti national britannique (BNP)</b>	563 743	1,9	0
<b>Autres</b>	596 834	2	0

Source : Site internet de la BBC (<http://news.bbc.co.uk/2/shared/election2010/results>)

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

**Le budget européen : quelle négociation pour le prochain cadre financier de l'Union européenne ?**

Questions d'Europe n°170 et 171 - 31/05/2010 - Nicolas-Jean Brehon

**L'Europe des coopérations volontaires ou comment donner une nouvelle impulsion à l'Europe...**

Note N°47 - Mai 2010 - Pierre Fauchon, François Sicard

**Robert Schuman pour l'Europe** - 5<sup>ème</sup> édition (version française), 1<sup>ère</sup> édition (version anglaise)2<sup>ème</sup> édition (version allemande) Nagel, Paris

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.